

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur 

ARCELORMITTAL FRANCE

Immeuble Cezanne - 6 rue André Campra
93200 Saint-Denis

Références : -
Code AIOT : 0007000955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté 3801 ROUTE DE SPYCKER SITE DE MARDYCK PORT 3801 59760 Grande-Synthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2026. Elle porte sur les rejets atmosphériques du site, notamment ceux du laminoir et des unités de décapage 1 et 2.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- 3801 ROUTE DE SPYCKER SITE DE MARDYCK PORT 3801 59760 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007000955

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Mardyck de la société ARCELORMITTAL FRANCE est une usine de laminage à froid qui reçoit les bobines (coils) laminées à chaud de l'usine de Dunkerque. Le site de Mardyck destine principalement ses produits au marché de l'automobile (65% de la production).

L'usine expédie également ses produits à d'autres utilisateurs (tubistes, fabricants de biens de consommation...).

Les principaux produits sont :

- tôles de grande largeur pour l'industrie automobile (1900 mm) ;
- produits galvanisés pour automobile (Extragal et Galvallia) ;
- produits décapés pour pièces visibles ;
- refendage de coils à chaud (décapés ou non) de 1,8 à 15 mm d'épaisseur ;
- barres droites (décapées ou non) de 2 à 12,7 mm.

L'usine se compose des unités suivantes :

l'unité de production amont qui comprend le décapage 1, le décapage 2, le laminoir 5 cages, la rectification des cylindres, le service énergie et le traitement des eaux, la régénération chlorhydrique ;

l'unité de production Revêtement, comportant les deux lignes de la galvanisation (Galma 1 et Galma 2) ;

l'unité de production Finissage, avec la ligne d'inspection et de refendage, la ligne d'inspection verticale, le service parachèvement et logistique, l'unité de production Centre de Service Usine. En 2023, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale afin de construire et d'exploiter 5 nouvelles lignes de production des aciers électriques pour une capacité annuelle de 200 000 tonnes.

Le projet appelé "aciéries électriques" sera composé de nouvelles installations :

- 5 lignes de production prenant place dans les halles au nord-ouest du site :
 - une ligne dédiée au recuit-décapage (ligne «APL: Annealing and Pickling») ;
 - une ligne dédiée au laminoir réversible (ligne «REV») ;
 - une ligne dédiée à la préparation (ligne «PREP») ;
 - une ligne dédiée au recuit continu et vernissage (ligne «ACL: Annealing and Varnishing») ;
 - une ligne dédiée à l'inspection et refendage (ligne «Slitting») ;

- et le stockage de substances associées (soude, acide chlorhydrique, huile de laminage, bois et carton).

L'ensemble des activités du site, comprenant celles de l'aciérie électrique, sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les ICPE, et sont réglementées par un arrêté préfectoral du 21/07/2023.

Le site relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED), notamment pour son activité de traitement de surface de métaux, mais il n'est pas classé SEVESO seuil haut ni SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des émissions atmosphériques	article 3.2.1	
2	Points de rejet atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 3.2.1	Sans objet
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
4	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Conformité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence une situation globalement maîtrisée concernant les rejets atmosphériques du site, tant en matière de captation, de traitement, de surveillance que de conformité aux valeurs limites d'émission. Les installations de décapage et du laminoir disposent de dispositifs de captation et de traitement adaptés, correctement entretenus et suivis, et les mesures réalisées montrent, dans l'ensemble, des niveaux d'émissions conformes aux exigences réglementaires.

Toutefois, deux points d'attention sont relevés. D'une part, la présence d'émissions diffuses observées au niveau du décapage 1 lors du passage du pont roulant interroge sur l'étanchéité du capotage et nécessite une vérification par l'exploitant. D'autre part, des dépassements ponctuels des valeurs limites en H ont été constatés sur le décapage 2, liés à un dysfonctionnement d'exploitation identifié (mauvaise configuration de vannes). Des actions correctives ont été mises en œuvre et semblent avoir permis un retour à la conformité, mais appellent à une vigilance particulière sur le respect des procédures et le suivi des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales – rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des rejets du site sont bien repris dans l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2023.

Dans le cadre de la présente visite, l'inspection s'attachera uniquement à l'examen des rejets existants du site, soit 11 point de rejets. En effet, les équipements relatifs aux nouveaux rejets ne sont pas encore en service.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan issu de Google Maps sur lequel sont recensés l'ensemble des rejets existants du site. Ces points de rejet ont été vérifiés par l'inspection, tant à partir du plan que sur le terrain. Aucune anomalie n'a été relevée lors de la visite de terrain.

Ce document est cohérent avec les rejets identifiés dans l'arrêté préfectoral du site.

Pour cette visite, l'inspection se focalisera uniquement sur les rejets issus :

- du décapage 1 correspondant au conduit n°9 ;
- du décapage 2 correspondant au conduit n°10 ;
- du laminoir correspondant au conduit n°8.

Les installations de décapage 1 et 2 ainsi que le laminoir disposent bien de dispositifs de captation permettant la collecte des effluents atmosphériques au plus près de leur point d'émission.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les lignes de décapage sont capotées et mises en dépression afin de capter les vapeurs acides au-dessus des baignoires. Les buées acides sont aspirées vers un système de traitement constitué de laveurs de buées, limitant ainsi les émissions diffuses dans l'atelier.

Lors de la visite de terrain au niveau de la ligne décapage 1, l'inspection a constaté la présence d'un nuage d'émissions diffuses issues des baignoires à chaque passage du pont roulant. L'inspection s'interroge sur l'étanchéité du capotage et demande à l'exploitant de procéder à sa vérification dans les plus brefs délais.

Concernant le laminoir, les émissions sont captées au niveau du procédé, notamment les brouillards d'huile générés lors du laminage, puis dirigées vers un dispositif de traitement adapté. Lors de la visite de terrain, le procédé était à l'arrêt, ne permettant pas de vérifier si l'ensemble des émissions sont bien captées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des éléments constatés lors de la visite de terrain, notamment au niveau du décapage 1, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à la vérification de l'étanchéité du capotage des baignoires de décapage 1 et 2 ainsi que des dispositifs de captation associés au laminoir afin de limiter au maximum les émissions diffuses.

L'exploitant transmettra à l'inspection un rapport de vérification précisant les contrôles réalisés, les éventuels dysfonctionnements identifiés et les actions correctives mises en œuvre, dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Points de rejet atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales – rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Tout dispositif de type chapeau est interdit. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
Constats : <p>Les rapports de contrôle inopiné de 2023, 2024 et 2025 ainsi que des rapports d'autosurveillance transmis par l'exploitant par courriel du 08/04/2026 confirment que les effluents issus du laminage (buées de laminage - conduit n°8) sont collectés et évacués par un conduit vertical dédié, conforme aux exigences de la norme NF EN 15259 relatives à la qualité de la section de mesurage et aux conditions d'écoulement des gaz.</p> <p>Les campagnes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none">• un conduit rectangulaire positionné verticalement, permettant une dispersion adaptée des effluents, aucun dispositif de type « chapeau » n'a été constaté lors de la visite terrain ;• des conditions d'écoulement favorables avec absence de perturbations majeures à proximité du plan de prélèvement ;• une section de mesure homogène, démontrée lors d'interventions antérieures conformément à la norme NF EN 15259 et NF X 43-551 ;• un rapport V_{max}/V_{min} faible ($\approx 1,06$ à $1,16$) attestant d'un écoulement régulier des gaz dans le conduit ;• une vitesse d'éjection des gaz d'environ 10 à 13 m/s, compatible avec une dispersion correcte dans l'atmosphère. <p>Les mesures ont été réalisées dans des conditions de fonctionnement représentatives du procédé continu de laminage.</p> <p>Pour les lignes de décapage 1 et 2, l'établissement a transmis les rapports d'autosurveillance pour ces mêmes années. En effet, les contrôles inopinés mandatés par la DREAL portent uniquement sur les rejets du laminage et des fours de régénération du HCl.</p> <p>Ces rapports indiquent que les effluents issus des bains de décapage sont captés puis rejetés par des conduits dédiés disposant de sections de mesurage conformes aux exigences normatives relatives à l'homogénéité de l'écoulement des gaz.</p> <p>Les éléments fournis indiquent également :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'absence de singularités majeures au niveau des conduits susceptibles de perturber

- l'écoulement des gaz ;
- des conditions de mesurage conformes aux normes en vigueur ;
- une configuration des conduits permettant une évacuation verticale des effluents favorisant leur dispersion dans l'atmosphère ;
- l'absence d'élément signalé de nature à générer un phénomène de siphonnage vers des ouvrants ou prises d'air à proximité.

Au regard des éléments transmis et des constats réalisés lors de la visite, les rejets atmosphériques du laminoir ainsi que des installations de décapage 1 et 2 sont collectés et évacués via des conduits adaptés, permettant une dispersion satisfaisante des effluents dans l'atmosphère, conformément aux prescriptions applicables relatives à la conception des cheminées et à la diffusion des gaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les émissions issues des lignes de décapage 1 et 2 font l'objet d'un traitement par laveurs de buées permettant de limiter les émissions de vapeurs acides, notamment d'acide chlorhydrique. L'exploitant indique que les lignes de décapage sont capotées et mises en dépression afin d'aspirer les vapeurs acides vers les laveurs de buées. Ces équipements comportent notamment :

- un système de mise en dépression ;
- un circuit d'eau comprenant compartiment eau propre et eau chargée ;
- un suivi de paramètres de fonctionnement tels que le pH de l'eau ;
- un suivi de la dépression permettant de vérifier l'efficacité de l'aspiration.

L'exploitant indique que les laveurs de buées font l'objet d'opérations de maintenance régulières comprenant :

- nettoyage complet semestriel ;
- démontage des éléments internes ;
- nettoyage des gicleurs ;
- vérification de l'état des filtres et structures internes ;
- nettoyage à haute pression des équipements.

Ces opérations sont tracées dans l'outil de gestion de maintenance SAP.

Les équipes techniques réalisent également des circuits de visite réguliers permettant de vérifier le bon fonctionnement des installations de traitement.

Concernant le laminoir, les brouillards d'huile sont traités par un dispositif de filtration par voie sèche adapté à ce type d'émissions qui est également vérifié, à minima deux fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications / opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

Constats :

Le fonctionnement des installations de traitement des fumées est asservi au fonctionnement du procédé industriel.

L'exploitant indique que le fonctionnement du décapage 1 et 2 est conditionné par la mise en service du système d'aspiration et du laveur de buées. En l'absence de fonctionnement du système de captation, le procédé ne peut pas être exploité. C'est le même cas pour le laminoir. Les installations font l'objet d'une surveillance régulière par les équipes techniques au travers de circuits de visite réalisés à chaque poste. Les informations sont enregistrées dans l'outil SAP permettant un suivi des anomalies et l'intervention rapide des équipes de maintenance.

Un dépassement ponctuel observé en 2025 sur le décapage 2 a été attribué à une mauvaise configuration de vannes sur le collecteur. L'exploitant indique avoir mis en place une action corrective consistant à intégrer un contrôle systématique de la configuration des vannes dans les circuits de visite.

La conduite des installations est assurée par du personnel formé au fonctionnement du procédé industriel et des équipements associés.

Ces éléments témoignent de dispositions visant à limiter les durées d'indisponibilité des installations de traitement et à prévenir les dépassements des valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par

un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les mesures des rejets atmosphériques doivent être réalisées trimestriellement par l'exploitant, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 2023.

Les éléments transmis par l'exploitant montrent que des campagnes de mesures des émissions atmosphériques ont bien été réalisées de manière trimestrielle sur les installations concernées. Les rapports consultés mentionnent l'accréditation COFRAC du laboratoire intervenant ainsi que l'application des méthodes normalisées en vigueur pour la réalisation des mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2023, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans les tableaux ci-dessous.

Pour les conduits (lignes existantes) n°1 à 10, les concentrations sont issues de leur arrêté préfectoral actuel du 18/10/2017 :

Concentra t i o n s instantané e s e n m g / N m ³	Régénérati on HCL	Dégraissag e Galma 1	R e c u i t c o n t i n u	Chaudière s	Laminoir	Décapage n°1 et n°2
N° conduit	1 et 2	3	4 et 5	6 et 7	8	9 et 10
Concentra tion en O ₂ d e référence	-	-	-	3,00 %	-	-

Poussières	-	-	-	5	-	-
SO ₂	10	-	35	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	250	-	350	100	-	-
COV non méthaniques	-	-	-	-	10	-
HCL	50	-	-	-	-	-
OH-	-	10	-	-	-	-
H+	-		-	-	-	0,5

Constats :

Les rapports transmis par l'exploitant, les résultats indiquent les valeurs suivantes :

Installation	N° conduit	Date	Type de contrôle	Paramètre	Résultat (mg/Nm ³)	V L E (mg/Nm ³)	Conformité
Laminoir	8	03/07/23	Autosurveillance	COV non méthaniques	0,5	10	oui
Laminoir	8	18/09/23	Contrôle inopiné	COV non méthaniques	3,54	10	oui

Laminoir e	8	28/10/24	Contrôle inopiné	COV non méthani ques	< LQ	10	oui
Laminoir e	8	23/05/24	Autosurv eillance	COV non méthani ques	<LQ	10	oui
Laminoir e	8	20/09/24	Autosurv eillance	COV non méthani ques	0,25	10	oui
Laminoir e	8	30/05/25	Autosurv eillance	COV non méthani ques	0,44	10	oui
Laminoir e	8	12/09/25	Autosurv eillance	COV non méthani ques	< LQ	10	oui
Laminoir e	8	06/10/25	Contrôle inopiné	COV non méthani ques	2,66	10	oui

Décapag e 1	9	09/10/23	Autosurv eillance	H+	0,03	0,5	oui
Décapag e 1	9	27/06/24	Autosurv eillance	H+	0	0,5	oui
Décapag e 1	9	24/09/24	Autosurv eillance	H+	0,02	0,5	oui
Décapag e 1	9	19/03/25	Autosurv eillance	H+	0,01	0,5	oui

Décapage 1	9	11/09/25	Autosurveillance	H+	0,02	0,5	oui
------------	---	----------	------------------	----	------	-----	-----

Décapage 2	10	03/07/23	Autosurveillance	H+	0	0,5	oui
Décapage 2	10	27/06/24	Autosurveillance	H+	0,02	0,5	oui
Décapage 2	10	24/09/24	Autosurveillance	H+	1,77	0,5	non
Décapage 2	10	28/05/25	Autosurveillance	H+	0,12	0,5	oui
Décapage 2	10	12/09/25	Autosurveillance	H+	1,89	0,5	non

Les résultats d'autosurveillance et de contrôles inopinés montrent une situation globalement conforme pour le laminoir et le décapage 1, avec des concentrations mesurées très inférieures aux valeurs limites réglementaires.

En revanche, le décapage 2 (conduit 10) présente plusieurs dépassements de la VLE en H (0,5 mg/Nm³) depuis 2024, avec des valeurs atteignant 1,77 mg/Nm³ en septembre 2024 et 1,89 mg/Nm³ en septembre 2025, traduisant une dérive du fonctionnement de l'installation. Suite à ces dépassements, l'exploitant a mené une analyse interne afin d'identifier l'origine de la dérive.

Dans un premier temps, l'exploitant a envisagé un lien avec l'encrassement du laveur de buées, la mesure ayant été réalisée peu avant l'opération de nettoyage semestriel.

Toutefois, les investigations ont finalement montré que la cause principale était liée :

- à un dysfonctionnement du mode opératoire lors d'interventions sur la ligne,
- certaines vannes du circuit de condensats étant restées ouvertes alors qu'elles auraient dû être fermées.

Cette configuration a perturbé le fonctionnement du système de captation et de traitement des fumées, entraînant une augmentation de l'acidité mesurée en sortie de conduit

L'exploitant indique avoir mis en place plusieurs actions correctives afin d'éviter la réapparition de ce type d'écart :

- identification rapide de la cause du dépassement après réception du rapport d'analyse ;
- modification des pratiques d'exploitation afin d'assurer le respect du mode opératoire lors des interventions sur la ligne ;
- mise en place d'un contrôle systématique de la position des vannes de condensats situées au niveau du collecteur de fumées ;
- intégration de ce point de contrôle dans le circuit de visite des techniciens fluides ;
- digitalisation du circuit de vérification afin d'assurer la traçabilité des contrôles réalisés (mise en place début 2026) ;
- réalisation d'audits internes visant à vérifier la bonne application de ces nouvelles dispositions.

Par ailleurs, une nouvelle mesure réalisée après mise en œuvre des actions correctives a montré un retour à des concentrations inférieures à la VLE, de l'ordre de 0,3 mg/Nm³, confirmant l'efficacité des mesures prises.

Type de suites proposées : Sans suite